

9.
H 4^o Sep. 44, Res

17¹¹



FACTVM
POVR LE PROMOTEVR
du Diocese de S. Pons

APPELLANT AU S. SIEGE D'UNE SENTENCE
DE M. LE JUGE METROPOLITAIN,
ET D'UNE ORDONNANCE DE M. LE JUGE PRIMATIAL
DE NARBONNE,

QUI CASSENT LA PROCEDURE ET LA SENTENCE
D'EXCOMMUNICATION.

LAXE'E PAR Mr L'EVE'QUE DE S. PONS
CONTRE DEUX CHANOINES ET DEUX PRE'TRES
du bas Chœur de son Eglise Cathedrale.

CONTENANT
LES REMARQUES DE CE PRELAT
SUR UN MEMOIRE PUBLIE,
pour justifier cette Sentence de Narbonne.

EXPOSITION DV FAIT
qui a donné occasion à cette excommu-
nication.

P OUR ENTENDRE ce qui est dans ce Mémoire & dans les Remarques , il faut sçavoir le fait dont il s'y agit.

Le Chapitre de l'Eglise Cathedrale de Saint Pons & le Curé de cette même ville pretendant avoir droit, l'un à l'exclusion de l'autre , d'administrer les Sacrements aux personnes malades qui sont du corps de ce Chapitre , & de faire la levée & l'enterrement des morts ; l'Evêque de Saint Pons faisant la visite de cette Paroisse en l'an 1679. rendit une Ordonnance qui étoit un veritable temperament. Car le Chapitre étant composé de Chanoines , de Prêtres habituez amovibles , & de Musiciens laïques , il accorda ce droit au Chapitre à l'égard de tous les Chanoines , & des Habituez qui demeurent *intra Clausura* , & maintenant le Curé dans le droit commun à l'égard des Habituez qui sont *extra Clausura* , & des laïques , il défendit aux parties de rien entreprendre au contraire.

Le nommé Bedos Prêtre Habitué étant mort le 26. Decembre dernier , & le Chapitre se disposant à faire

son enterrement , le Curé qui lui avoit administré les Sacremens , fit signifier au Chapitre l'Ordonnance dont on vient de parler. L'Evêque en étant informé , & voulant prévenir le scandale , fit venir les Syndics du Chapitre & le Curé pour les faire convenir , & leur donner ses ordres. Après une longue contestation entre les parties , l'Evêque prononça conformément à l'expedient convenu entr'elles , que le Curé iroit faire les prieres de la levée du corps dans la maison du defunt , & que lorsque le Chapitre paroîtroit il lui quitteroit & le corps & la place.

Bien que ces deux Ordonnances dûssent être exécutées nonobstant tout apel & opposition , l'une par le privilège des Ordonnances faites en cours de visite , & l'autre par le privilège que le Concile de Trente donne expressement aux Ordonnances rendues en tel cas , le nommé Bousquat l'un des susdits Syndics quitta la compagnie sans rien témoigner de son dessein , & s'avancant sur l'heure le premier vers la maison du defunt , il s'alla placer près du corps. Cét Ecclesiastique quoi qu'il ne soit que Diacre , ne vit pas plutôt entrer le Curé pour faire sa fonction , que sans attendre même que l'Officiant du Chapitre fût arrivé , il commença les prières que l'Officiant doit faire à la levée des corps , lesquelles furent continuées par d'autres du Chapitre qui l'avoient suivi. Le Curé fit ses protestations : & sortant de la maison , le nommé Bousquat de Saint Rome le menaça avec des emportemens scandaleux & des pa-

roles injurieuses, le suivit & le poussa avec violence de la main bien avant dans la rue, sans aucun respect pour sa personne, ni pour les habits Sacerdotaux dont il étoit revêtu, & le Chapitre emporta le corps à la Cathedrale.

Le Curé porta sa plainte de ce scandale, & des excès commis en sa personne, du violement de l'Ordonnance de visite & de celle de la convention. Surquoi l'Evêque aiant encore été informé d'ailleurs de cette violente entreprise, envoya premierement un ordre verbal, & ensuite une Ordonnance par écrit de surseoir l'enterrement de ce corps. Le lendemain matin il fit signifier une seconde Ordonnance au Chapitre & au Curé qui portoit que celui-ci feroit la levée de ce corps dans l'Eglise à l'issuë de Matines, qu'il le porteroit à la Paroisse & le reporteroit ensuite dans la Cathedrale avec les prières & les ceremonies accoutumées, & que le Chapitre l'enterreroit avant la Grand-Messe. Le Curé obéit, & le Chapitre laissa le corps à l'entrée du Chœur, où le Curé l'avoit reporté, sans se mettre en peine de lui donner la sépulture.

L'heure de la Grand-Messe étant venue, l'Evêque envoya le Promoteur ordonner au Chapitre d'enterrer ce corps. Saint Rome à la tête de quelques autres voiant qu'on donnoit encore cet ordre à Abbal Maître de Ceremonies, s'écria qu'il empêcheroit bien qu'on les exécutât. Le dernier de la Grand-Messe étant sonné & le peuple assemblé, j'envoia encore le

Promoteur avec une Ordonnance par écrit, qui enjoignoit à peine d'interdit à Gleyfes Prêtre & Chanoine de continuer l'enterrement qu'il avoit commencé de faire le soir precedent en qualité d'Officiant, & à Abbal & Riche de faire leurs fonctions. Saint Rome qui étoit avec eux dans la Sacristie lors qu'on la leur signifioit, répondit avec le même emportement & le même mépris qu'il avoit fait auparavant; ce qui contraignit l'Evêque à augmenter les peines dont il les avoit menacez en rendant une nouvelle Ordonnance qui portoit qu'on feroit à ces quatre Ecclesiastiques trois monitions; à Saint Rome de faire faire ou de n'empêcher pas de faire, & aux autres de faire l'un au refus ou au deffaut de l'autre, l'enterrement de ce corps sous peine d'excommunication *ipso facto*. Ils l'entendirent lire trois fois, le Promoteur étant sorti à chacune de la Sacristie où ils étoient, pour leur donner le tems de délibérer. Au lieu d'en profiter pour prendre une resolution conforme à leur état d'Ecclesiastiques inferieurs & dépendans, & aux circonstances où ils se trouvoient, voiant le corps d'un Prêtre de leur Eglise empuanti à la porte de leur Chœur, l'Eglise remplie de peuple assemblé pour entendre la Grand-Messe & le dernier sermon de l'Advent, la condescendance de leur Evêque qui avoit dérogué en leur faveur à la principale partie de son Ordonnance de visite, en leur permettant par son Ordonnance du soir precedent d'enterrer ce même corps,

corps , l'autorité Episcopale engagée par toutes les Ordonnances qu'on venoit de rendre ; Enfin les remontrances qu'une partie de leurs confrères leur faisoient qu'ils devoient obeir ; au lieu , dis-je , de prendre une délibération conforme à leur état & à toutes ces circonstances , ils consumèrent , si l'on en croit leur délibération du 27. Decembre , tout ce tems à se liguier entr'eux , & à fortifier les Prêtres du bas Chœur par les promesses qu'ils leur firent de leur donner toutes sortes de secours : ce qui confirma les uns & les autres dans leur desobeissance.

Quoi qu'il n'y eût pas grande espérance de vaincre une opiniâtreté si extraordinaire , l'Evêque ne laissa pas de faire une Ordonnance d'une quatrième monition surabondante ; leur déclarant que si après qu'elle leur auroit été faite , ils persistoient dans leur obstination sans faire faire ou sans faire cét enterrement l'un au refus ou au défaut des autres , ils encouroient dès lors l'excommunication. Cette dernière Ordonnance fut encore reçûe avec un semblable mépris , & même avec plus d'orgueil que les premières : car portant qu'on sonneroit la Grand-Messe , Saint Rome défendit au Carillonneur de le faire , disant qu'il se donnât bien de garde d'obeïr , & qu'il n'y avoit que le Chapitre qui eût le droit de le commander. Cependant le Curé étant venu pour faire cét enterrement au défaut du Chapitre , suivant qu'il étoit porté par l'Ordonnance dont on vient de parler , Bousquat l'un des Syndics , cousin de Saint

Rome , faisoit travailler un Serrurier pour fermer la Chapelle où l'on avoit fait la fosse. L'esprit de revolte lui faisoit faire un jour de grande fête , pour priver ce corps de la sépulture , ce que la piété ne lui auroit permis d'entreprendre que pour la lui procurer.

Enfin l'Evêque aiant envoyé le Promoteur pour avertir les Chanoines de venir à l'Office , chacun des conjurez fit des réponses si pleines de l'esprit de revolte , que le Promoteur crut les devoir supprimer. Personne ne se trouva pour chanter au Chœur ni pour dire la Grand-Messe , ce qui obligea l'Evêque de se preparer pour célébrer la sienne dans la Cathédrale afin de suppléer à ce défaut , & de donner le moien à ceux qui n'avoient point entendu la Messe de satisfaire à cette obligation.

Deux jours se passèrent depuis l'excommunication , sans que ce Prélat fit dénoncer les excommuniez au Chapitre , esperant qu'ils reviendroient à eux. Il les en fit tous solliciter par leurs parens , & par leurs amis , même de sa part ; mais toujours sans aucun succès , au contraire leurs discours , & leur conduite le nécessitèrent à faire une dernière Ordonnance pour les faire dénoncer à la Paroisse.

Cependant ils suposèrent que des Syndics avoient présenté une Requête par laquelle les excommuniez se soumettoient à lui ; mais cette fausseté a été rendue si notoire qu'ils l'ont abandonnée. Leur orgueil & celui de leurs adhérens augmenta encore davantage

par l'avis qu'on leur donna de faire autant de procès qu'ils pourroient à leur Evêque, pour se soustraire à sa juridiction. Ils prirent dès le lendemain une délibération contre lui sur les propositions de Bousquat, fondée sur plus de vint menteries, tant sur des matieres spirituelles, que sur des tēporelles, c'est là où ils supposent qu'il n'y a point de Confesseur dans le Chapitre, & qu'ils délibèrent de demander des Récolets pour cette fonction au Métropolitain & même au Roi. Ils y alleguent encore que ce Prelat doit de grandes sommes au Chapitre, bien qu'il ne lui doive point du tout ce qu'ils demandent, comme il a été justifié par un écrit rendu public.

Voilà le fait de cette affaire. On y voit une excōmunication laxée sur une desobeissance publique, opiniâtée & scandaleuse, que le droit appelle une offense manifeste, & qu'il veut ne pouvoir être levée que par l'excōmunicateur. Cependant M. le Juge Metropolitain de Narbonne, au lieu de suivre cet ordre juridique, cassa la procedure faite contre les excommuniés, & les renvoya absous sans leur donner d'absolution, ce qui donna la hardiesse à ces coupables, quoique liez comme ils étoient auparavant, d'aller à S Pons se presenter à leur Evêque le Mercredy Saint pour assister aux Offices divins. Mais ce Prelat après leur avoir remontré paternellement leur erreur & le mauvais état ou ils étoient, les voyant obstinez leur fit signifier un appel en forme & raisonné, par lequel il leur faisoit voir que suivant le droit & l'usage incontestable, autorisé même par les Tribunaux de cette Province, son appel les

remettoit dans le même état où ils étoient avant la Sentence de Narbonne. Ils eurent d'abord recours au Iuge Primatial de Narbonne, lequel sans leur donner non plus d'absolution, donna un apointment, qui portoit que sans prejudice de l'appel il n'empéchoit que les excômuniiez, comme ayant été absous par le Metropolitain, n'exerçassent leurs fonctions, & ne jouyssent de l'effet de sa Sentence. Estant fortifiez de cette nouvelle Ordonnance, ils revinrent à leur Evêque le jour de Pâques avant qu'il allat celebrer la Messe, & lui firent signifier cét apointment, auquel il répondit qu'il en étoit appellant au Iuge Superieur, & les conjura de ne pas troubler la Sainteté de ce jour là sur des fondemens si peu solides. Il leur representa que puisqu'ils avoient reconnu, que l'apel qu'il avoit fait au Iuge Superieur de la Sentence du Metropolitain en avoit suspendu l'effet, celui qu'il faisoit de nouveau du jugement rendu par le Primat au Saint Siege étoit aussi suspensif sans aucune difficulté : *per appellationem causa transit in rem non judicatam.* Il leur fit encore voir clairement que M. le Iuge Primatial s'étoit mépris en s'imaginant qu'il pouvoit suivre la forme ordinaire dont les Iuges d'apel se servent pour permettre l'exécution des jugemens dont est appel, ne prenant pas garde qu'il y a une contradiction manifeste dans son Ordonnance; puisqu'au même tems qu'il permet que les excommuniez jouyssent de l'effet de la Sentence du Metropolitain, il a jugé que la procedure & l'excommunication de Mr. l'Evêque de Saint Pons sont nulles, & qu'ainsi il a jugé l'apel, en di-

sant qu'il n'entend prejudicier à l'apel. Cependant les ex-
communiez ne laissent pas d'aller arracher de l'Autel leur
Evêque le jour de Pâques, & d'en user avec tant de vio-
lence qu'il fut contraint de leur ceder l'Eglise, ^{le lendemain} pour éviter
le scandale. Ils pretendent encore que M. le Iuge Prima-
rial connoisse de nouveau de cette affaire, & s'opposent
aux lettres de quadrimestre que Mr. de Saint Pons a obte-
nuës. Mais les Iuges devant qui cette cause doit être plai-
dée, qui verront sans difficulté la difference qu'il y a à
garder dans les apels sur ces sortes de matieres avec les *apels sur des*
communes, les desabuseront infailliblement. Et ensuite les *causes*
Iuges d'apel deleguez par Sa Sainteté, auxquels le Promo-
teur & le Syndic du veritable Chapitre ont appellé d'un cô-
té, & Messieurs du Parlement, auxquels les pretendus
Syndics du Chapitre adherans aux excommuniez ont
apellé de l'autre comme d'abus contre les Ordonnances
de l'Evêque qui ont donné lieu à toute cette affaire, dont
l'instance est pendante en la Cour, contre le sieur Solié
Curé de S. Pons; ces Messieurs, dis je, jugeront si l'Au-
teur du memoire cy joint ^{composé} ~~pour~~ pour justifier la Sen-
tence du Metropolitain de Narbonne a reussi, après qu'ils
l'auront examiné avec les remarques que Mr. l'Evêque de
Saint Pons a faites pour y répondre.



tant qu'il n'est point prejudicier à l'appel. Cependant les ex-
communiés ne laissent pas d'aller arracher de l'Aniel leur
Evangelium de l'apostrophe, & d'en aller avec tant de vio-
lence qu'il leur souvient de leur ceder l'glise pour éviter
le scandale. Ils n'ont donc encore que M. le Juge l'im-
rial pour s'opposer à ce que de cette affaire, & s'opposent
aux autres de qu'il faut que M. de Saint-Pons y re-
ponde. Mais les Juges de l'Aniel ne veulent pas que
cela, qui venoit sans difficulté de la différence qu'il y a à
porter dans les deux cas, les Juges de l'Aniel avec les
communiés les deux cas sont inégalement. Et c'est la
Lettre d'apostrophe par sa sainteté, auxquels le Promo-
teur de la Synode du véritable Chapitre ont appelé d'un co-
té, & les Juges du Parlement, auxquels les précédens
Synodes du Chapitre adhérents aux excommuniés ont
appelé de l'autre comme d'abus contre les Ordonnances
des Juges qui ont donné leur sentence sur cette affaire, dont
l'instance est pendante au Parlement, comme le leur solde
Cité de S. Pons; ces Juges ont dit le Juge de l'Aniel
leur demandeur, pour qu'il leur soit justifié la sen-
tence du Juge de l'Aniel de l'apostrophe, après qu'ils
l'auront examinée avec les remontrances que M. le Juge de
Saint-Pons a faites pour y répondre.